

Synergies entre le secteur public et le secteur social privé dans les formes d'accueil en Calabre

Walter Greco

Ce corpus d'entretiens (Antonella Adilardi, Annalisa Chiodo, Giuseppe De Monte, Francesca Pellegrino), menés dans de petites communes calabraises engagées dans des dispositifs SAI, converge vers une thèse simple mais exigeante : l'accueil efficace ne relève ni d'un moralisme désincarné ni d'un pur gestionnariat, mais d'un agencement situé — à la fois institutionnel, professionnel et communautaire — qui articule, dans la durée, trois plans de réalité rarement tenus ensemble : l'individuel (santé, langue, scolarité, travail), le civique (droits, règles, coproduction avec les services publics) et le territorial (école, économie de proximité, mémoire locale). À l'échelle micro, les résultats les plus tangibles s'obtiennent là où l'hébergement minimal est refusé au profit d'une « communauté à type familial » capable de co-décider avec les personnes accueillies des trajectoires concrètes (alphabétisation, certifications, reprises d'études, stages qualifiants), où l'équipe pluridisciplinaire est réelle — assistants sociaux, psychologues, coordination éducative, médiation culturelle et juridique, veille — et où l'environnement municipal accepte de jouer sa part sans externaliser la relation à des opérateurs lointains ; à l'échelle méso, ces mêmes résultats reposent sur une ingénierie de réseau — mairie, services sociaux, santé, forces de l'ordre, paroisse, monde scolaire, tissu associatif — qui rend possible la continuité des parcours malgré des goulets récurrents (délais préfectoraux, transferts financiers irréguliers, reconfigurations nationales de dispositifs), en évitant l'éparpillement des responsabilités et les effets de seuil qui condamnent souvent les

petites collectivités à l'impuissance ; à l'échelle macro, enfin, l'expérience montre que les retombées économiques directes demeurent modestes — et il serait trompeur d'en faire un levier budgétaire —, mais que l'externalité décisive est ailleurs, dans la production de cohésion et de liens faibles, cette « infrastructure sociale » qui stabilise les biographies et, par ricochet, s'oppose au déclin démographique sans réduire l'accueil à une cure de repeuplement.

Si l'on regarde plus finement les outputs, plusieurs régularités se dégagent, parfois contre-intuitives : d'abord, l'emploi apparaît moins comme un point d'arrivée que comme un opérateur symbolique d'intégrité — « l'accueil sauve, le travail rend la dignité » pourrait résumer l'expérience —, car il recompose une temporalité de projection pour des jeunes et des familles longtemps maintenus dans des dispositifs de simple mise à l'abri ; ensuite, la scolarisation réussit d'autant mieux qu'elle assume une logique d'accompagnement différencié — orientation vers des filières techniques plus capacitaires, médiation constante avec des familles d'origine parfois réticentes, appuis périscolaires et espaces ludiques —, tandis que les assignations « par l'âge » et les plans pédagogiques purement formels produisent, à court terme, de la sous-performance linguistique et, à moyen terme, de la démotivation ; surtout, la médiation culturelle — au-delà du seul interprétariat — constitue le pivot discret des résultats : elle évite de plaquer une normalité occidentale en santé, dans la vie quotidienne ou dans l'éducation, et transforme la rencontre en négociation de normes, plutôt qu'en face-à-face d'évidences incompatibles. Dans cette perspective, la différence entre SAI et CAS n'est pas anecdotique : les seconds, pensés comme réponses extraordinaires, tendent à amalgamer publics et temporalités, avec des effets de désajustement lorsqu'il s'agit de réinscrire des mineurs ou des familles dans des cadres éducatifs et civiques stables ; les premiers, lorsqu'ils sont dûment professionnalisés et réellement territorialisés, facilitent l'acculturation normative et l'autonomie, ce qui se lit « en négatif » dans la faible propension à l'abandon du parcours observée localement.

Les effets communautaires, quoique discrets, sont lisibles : maintien d'écoles et de services menacés par le sous-effectif, activations d'emplois qualifiés pour des jeunes du lieu (recrutements massifs d'opérateurs sur place, formation continue, passerelles universitaires), animation d'un micro-commerce lié aux consommations quotidiennes, mais aussi, et peut-être surtout, densification de lieux et de rites de cohabitation — bancs et places « requalifiés », tournois sportifs, ateliers artistiques, cuisines partagées, cérémonies religieuses vécues comme

reconnaissance sociale — qui matérialisent la présence des nouveaux habitants sans l'assigner à une visibilité exceptionnelle ; on y observe que la « pédagogie des règles » (expliquer le périmètre des financements finalisés, les critères, les durées, les contrôles), souvent ingrate, est pourtant au cœur de la fabrique de consentement dans les petites communes, parce qu'elle désamorce à la source l'argument de la concurrence avec la pauvreté autochtone et clarifie l'impossible vases communicants entre budgets fléchés et besoins sociaux ordinaires. À l'échelle des trajectoires, les résultats se distribuent selon une double dynamique, que le terrain assume au lieu de la nier : d'un côté, des stabilisations effectives — baux signés localement, contrats à durée indéterminée, scolarisation continue des enfants — qui attestent la capacité d'un SAI à produire de l'ancrage lorsque les conditions d'emploi et d'habitat existent ; de l'autre, des mobilités assumées — départs vers d'autres régions, vers l'étranger, rapprochement de réseaux familiaux — qui ne doivent pas être lues comme des « échecs », mais comme la traduction d'un capital relationnel reconstitué, rendu à sa liberté de choix par les compétences acquises (langue, certifications, codes administratifs).

La promesse de ces résultats n'efface pas leurs conditions, ni leurs limites : on retrouve, partout, la fragilité organisationnelle induite par les délais administratifs et financiers, qui imposent une trésorerie robuste et une gouvernance capable d'anticiper des à-coups récurrents ; on retrouve également la nécessité d'un État proche — préfectures réactives, forces de l'ordre présentes, santé coordonnée — sans laquelle la chaîne d'inclusion se fragilise aux maillons les plus exposés ; on retrouve, enfin, l'exigence de faire tenir ensemble mémoire et projection, c'est-à-dire d'inscrire des politiques d'hospitalité dans une généalogie civique locale (héritages d'accueil, figures exemplaires) tout en évitant la tentation instrumentale de n'en faire qu'une politique d'image. À la lumière de ces entretiens, la leçon, pragmatique et normative à la fois, pourrait s'énoncer ainsi : l'accueil qui « tient » est celui qui renonce à l'exception, cultive la proximité, stabilise les routines (bus du matin, devoirs, visites de santé, rendez-vous administratifs), sait se doter d'équipes mixtes — techniques et relationnelles —, et convertit la diversité en similarités praticables, non par effacement des différences mais par sélection de points d'appui communs (le travail, l'école, la place publique, les règles partagées). Autrement dit, il ne s'agit pas de « faire société » malgré l'accueil, ni même grâce à lui, mais de montrer, par la pratique instituée, que l'accueil est une manière — concrète, réglée, révisable — de faire

société : une politique du quotidien qui, sans bruit, rend possible ce que les grands dispositifs promettent trop souvent sans le réaliser.

Antonella Adilardi

Introduction

Antonella Adilardi, actrice de premier plan des politiques locales d'accueil en Calabre, centrées sur Acquaformosa (communauté arbëreshe) et sur l'associazione Don Vincenzo Matrangolo. Le texte suit un fil diachronique : genèse dei progetti (2010), ouverture du premier centre pour mineurs étrangers non accompagnés (2016), consolidation d'un modèle communautaire d'inclusion (école, formation, travail) et mise en réseau avec d'autres communes arbëreshë. Il aborde aussi la professionnalisation des équipes, les interfaces avec les administrations locales, et les contraintes systémiques (retards de financements, orientation nationale vers les CAS) qui pèsent sur la qualité de l'accueil.

Résumé narratif

L'itinéraire présenté par Antonella Adilardi prend racine à Acquaformosa, village arbëresh où, dès 2010, l'association Don Vincenzo Matrangolo lance des projets d'accueil d'adultes et de familles dans un contexte de dépeuplement et de fragilisation des services éducatifs locaux. L'accueil est pensé à la fois comme réponse humanitaire et comme levier de revitalisation : maintenir ouvertes les écoles, créer de l'emploi qualifié pour les jeunes du territoire, et ranimer le tissu commercial — autant d'objectifs poursuivis en coproduction avec l'administration municipale. Cette orientation s'enracine aussi dans la mémoire d'une migration ancienne : l'expérience arbëreshe d'avoir été, historiquement, accueillis en Calabre nourrit une disposition civique à accueillir « l'autre ».

Un tournant majeur survient en 2016 avec l'ouverture d'un centre pour mineurs étrangers non accompagnés (15 places), d'emblée mixte — configuration rare en Italie. Le démarrage est difficile : certains jeunes sont victimes de traite ou ont connu des violences et des traumatismes. La réponse s'organise par la professionnalisation et la formation continue : coordination éducative, assistants sociaux, psychologues, opérateurs sanitaires et juridiques, travail de veille

nocturne ; surtout, une logique d'équipe où chaque professionnel contribue au projet de vie de chaque jeune, dans toutes ses dimensions (santé, scolarité, langue, droits, insertion).

Le modèle pédagogique revendiqué par Adilardi se démarque d'une logique d'hébergement minimal : il s'agit d'une « communauté à type familial », qui codécide avec les jeunes leurs trajectoires (apprentissage de l'italien, certifications, reprise d'études, stages, formation qualifiante). Cette approche contraste avec l'expérience rapportée des CAS (Centri di Accoglienza Straordinaria) pour mineurs, perçus comme peu adaptés : règles floues, socialisation mêlée à des adultes, et donc plus de désajustements quand les jeunes transitent ensuite vers des structures éducatives. En contrepoint, le dispositif SAI, professionnalisé et régulé, facilite l'acculturation normative et la projection vers l'autonomie.

L'ancrage territorial est le second pilier. L'équipe travaille avec et dans la communauté : tournois sportifs interclasses et interquartiers, projets musicaux (y compris avec des musiciens sénégalais), cirque social, écriture créative, et même un cours annuel de pizzaiolo (en partenariat avec une association de pizzeria, fours installés en salle de sport, certification reconnue, repérage des plus méritants et insertions professionnelles documentées). À côté, la ludothèque ouverte à tous et le soutien scolaire de l'après-midi renforcent les liens faibles entre familles accueillies et résidents, malgré des réticences ponctuelles de parents locaux (genre, sécurité perçue, etc.). L'objectif transversal demeure : mélanger les publics, générer des rencontres répétées et produire des externalités positives (locatifs, commerces, stages en entreprises locales, micro-entrepreneuriat).

L'école occupe une place centrale : l'insertion fonctionne particulièrement bien dans des filières techniques (plus pratiques), avec une médiation constante auprès des familles d'origine — parfois réticentes à laisser leurs enfants poursuivre des études. Des appels vidéo réguliers servent à expliciter les conditions d'employabilité en Italie (langue, diplômes, CV). Adilardi rapporte des parcours scolaires réussis, avec des moyennes élevées et des continuités d'études qui déjouent les attentes initiales, malgré les obstacles linguistiques.

Du point de vue institutionnel, l'expérience d'Acquaformosa met en scène une coproduction public-privé robuste : les actions ne sont pas conçues « pour nous », mais avec la mairie, en cohérence avec les droits et règles du territoire (documents d'identité, statut, circulation). Cette

coopération soutenue a favorisé la diffusion du modèle dans d'autres communes arbëreshë ; le « bouche-à-oreille » entre élus et techniciens s'appuie sur des retours tangibles (repeuplement, réouverture/maintien de services, loyers pour des logements vacants, animation économique). Aujourd'hui, l'association gère plusieurs projets sur un réseau multi-communal, signe d'une scalabilité appuyée par l'ingénierie associative (diagnostics, accompagnement à l'ouverture de SAI pour adultes/familles, montage de stages, etc.).

Ce succès local n'efface pas les contraintes systémiques. Adilardi insiste sur deux nœuds : (1) les retards dans les transferts financiers aux communes et, en cascade, aux structures, qui fragilisent la trésorerie des gestionnaires ; (2) une orientation nationale qui élargit les CAS au détriment d'un accueil personnalisé et éducatif. Dans ce contexte, « résister » signifie maintenir un niveau de qualité (formation des opérateurs, densité éducative, travail partenarial) malgré un cadre réglementaire et budgétaire perçu comme restrictif. Les résultats évoqués — une vaste majorité de jeunes adhèrent au parcours, très peu abandonnent — valident, selon elle, l'efficacité sociale du modèle.

En somme, la trajectoire racontée par Antonella Adilardi décrit un dispositif communautaire d'accueil qui conjugue mémoire locale, professionnalisation des équipes, coproduction institutionnelle et capacité de mise en réseau. L'innovation n'est pas tant technico-juridique qu'écologique : elle noue école, travail, culture, loisirs et civisme dans un même continuum d'inclusion, en assumant une position contre-courant par rapport à des entretiens publics plus sécuritaires. À ce titre, Acquaformosa fait figure de laboratoire : un lieu où l'accueil devient politique de développement local, et où l'intégration n'est pas une promesse abstraite, mais une pratique instituée, négociée, et reproductible à l'échelle d'un réseau de communes.

Annalisa Chiodo

Introduction

Annalisa Chiodo, responsable opérative au SAI (Système d'Accueil et d'Intégration) de Rota Greca (province de Cosenza). Il retrace la genèse du projet local, ses articulations organisationnelles (du partenariat initial avec *Liberament* de San Giorgio Albanese à l'intégration au SAI "Cerzeto Solidale" lié à l'association Don Vincenzo Matrangolo d'Acquaformosa), les pratiques d'accompagnement des familles, les relations avec les

institutions territoriales et scolaires, ainsi qu'une réflexion critique sur l'ethnocentrisme, la médiation culturelle et le sens même d'« accueillir ».

Résumé narratif

L'entretien s'ouvre sur un territoire « accueillant par définition » qui a tenté, depuis près d'une décennie, de donner forme à un projet SAI ; l'impulsion politique décisive vient de l'actuel maire Giuseppe De Monte et se concrétise il y a environ trois ans et demi avec une première gestion adossée à *Liberament* (San Giorgio Albanese), avant d'entrer, depuis deux ans, dans l'orbite du SAI Cerzeto Solidale, coordonné avec l'expérience d'Acquaformosa (association Don Vincenzo Matrangolo). Annalisa Chiodo, diplômée en anthropologie culturelle et aujourd'hui opératrice santé, souligne d'emblée combien la compétence anthropologique et la médiation culturelle sont structurantes dans un SAI qui travaille principalement avec des familles.

Le démarrage n'est pas linéaire : si Rota Greca connaît déjà la présence d'Albanais et de Roumains « intégrés », la perspective d'accueillir des familles perçues comme « noires » suscite au début peurs et stéréotypes (saleté, violence, altérité menaçante). Or, trois unités familiales s'installent — avec enfants — et la vie quotidienne dément les représentations anxiogènes : « l'autre n'est pas quelqu'un à combattre, mais à accepter ». Chiodo insiste sur ce décentrement : ne pas plaquer une normalité occidentale, surtout en santé, sans écouter pratiques et croyances des personnes ; d'où le rôle « indispensable » de médiateurs non seulement linguistiques, mais culturels.

Les trajectoires familiales illustrent plusieurs scénarios-types du système d'asile et de protection. Une famille tunisienne, en accompagnement depuis deux ans et demi, obtient finalement une réponse positive : le père travaille, la protection au titre du travail est accordée, l'ancrage local s'affermi — cas « exemplaire » d'intégration réussie. À l'inverse, des familles afghanes à haut capital scolaire et statutaire (jusqu'à un général père de six enfants, tous diplômés) articulent le SAI comme plateforme de transit : au bout de six mois, départ vers les États-Unis (Texas) où se trouvent d'autres proches. D'autres bénéficiaires réorientent leur parcours vers des SAI d'Apulie pour se rapprocher des réseaux familiaux. Dans tous les cas, l'équipe revendique une éthique du lien : messages, photos, nouvelles du quotidien continuent parfois longtemps après la sortie du projet — signe d'une empathie professionnelle qui dépasse la stricte exécution de tâches.

L'infrastructure relationnelle locale apparaît contrastée. Du côté municipal, l'appui est constant ; l'Église s'implique également (participation des enfants aux activités paroissiales, baptêmes pascals de deux enfants tunisiens), ce qui contribue à la reconnaissance sociale. En revanche, la Préfecture se caractérise par des délais très longs (renouvellements, réponses), dilatant des parcours théoriquement semestriels jusqu'à deux ou trois ans. Le système scolaire constitue le « point sensible » : placement par âge plus que par compétences linguistiques, plans pédagogiques formels mais peu effectifs, faible préparation à l'accueil d'élèves allophones parfois non scolarisés auparavant — autant de facteurs qui entravent l'acquisition rapide de l'italien et la progression réelle des apprentissages.

Sur le plan organisationnel, le SAI de Rota Greca fonctionne avec un noyau de trois opératrices diplômées (santé, scolarisation, accueil) et recourt à des médiateurs/avocats de Cerzeto. Cette configuration offre une opportunité d'emploi qualifié *in situ*, même si l'impact économique direct sur le village demeure limité : si les achats du quotidien se font sur place, la recherche d'aliments ethniques déplace une partie de la dépense vers la zone de Rota-Cosenza. L'effet le plus tangible tient plutôt à la contamination interculturelle — cuisines partagées, dîners collectifs, apprentissage réciproque des goûts et des gestes — où « donner, c'est recevoir ».

Dans sa réflexion critique, Chiodo interroge la rhétorique du repeuplement : oui, quelques enfants de plus fréquentent l'école et animent la sociabilité locale, mais réduire l'accueil à un outil démographique « diminue » son sens. De même, elle propose de déplacer les termes : plutôt qu'« accueillir » *l'étranger*, accepter une personne « dans sa particularité », en cessant de s'ériger en centre normatif. « L'étranger n'existe pas » : nous sommes tous l'« autre » de quelqu'un, et la peur naît d'abord de l'inconnu. Le travail quotidien du SAI devient alors une pratique de résistance face aux discours de séparation et de peur, une démonstration par les faits qu'habiter ensemble est possible — à condition de connaître, de traduire et de négocier les normes de part et d'autre.

En conclusion, l'expérience de Rota Greca telle que narrée par Annalisa Chiodo conjugue : (a) une ingénierie locale (mairie, paroisse, réseau SAI) capable d'ouvrir des voies d'inclusion malgré des goulets administratifs ; (b) une éthique professionnelle du lien et de la durée ; (c) une politique culturelle implicite, fondée sur la médiation et sur l'acceptation. Ce triptyque, qui refuse l'ethnocentrisme sans renoncer aux exigences civiques (langue, documents, école), offre

un modèle modeste mais robuste d'intégration centrée sur les familles et sur les réseaux sociaux réels des personnes, là où beaucoup de dispositifs restent encore pensés « pour » plutôt qu'« avec ».

Giuseppe De Monte

Introduction

De Monte, maire de Rota Greca (province de Cosenza), éclaire la façon dont une petite commune de l'aire interne calabraise a fait de l'accueil une politique locale à part entière : décision publique débattue en assemblée municipale ouverte (février 2017), adhésion au SAI "Cerzeto Solidale" géré par l'association Don Vincenzo Matrangolo, travail inter-institutionnel (préfecture, forces de l'ordre, santé, services sociaux, école) et mise en scène civique d'une communauté de cohabitation. Le propos articule ainsi une grammaire morale (trouver des points communs à partir des différences), une stratégie territoriale de résistance au déclin démographique et un pragmatisme organisationnel qui s'adosse à des opérateurs professionnels et à un réseau communal élargi.

Résumé narratif

L'entretien s'ouvre par une auto-caractérisation de Rota Greca : « communauté accueillante, solidaire, toujours en fête », prédisposée — « presque par ADN » — à la rencontre et au partage. Cette disposition est mise à l'épreuve d'un conseil municipal ouvert (soirée de février 2017) : forte participation citoyenne, quelques voix discordantes, et, in fine, l'adoption unanime du principe d'un accueil « systémique » sur le territoire. Ce moment fondateur institue un mandat politique à agir, tout en signifiant que l'accueil impliquera, au quotidien, la coproduction avec l'ensemble du « réseau » local : opérateurs du dispositif, services sociaux, forces de l'ordre, etc.

La trajectoire administrative, bousculée par les reconfigurations nationales (SPRAR → SIPROIMI → SAI), conduit Rota Greca à adhérer au SAI "Cerzeto Solidale", dont l'exécution est confiée à l'association Don Vincenzo Matrangolo. Le maire souligne la qualité du travail de la coordination et des opérateurs, et met en avant des indicateurs tangibles d'intégration : trois noyaux familiaux actuellement présents (différents de ceux arrivés en 2021-2022), des jeunes

qui ont décroché un contrat de travail et prennent chaque matin le bus vers leur entreprise. L'accueil « sauve », mais c'est l'emploi qui « rend la dignité », confie un bénéficiaire lors d'un dîner estival ; une scène que le maire dit garder « dans son cœur ».

À l'échelle symbolique et urbaine, la cohabitation se matérialise : en 2022, la Piazza Garibaldi est requalifiée en « place de la paix » et équipée de sept bancs colorés, chacun offert par une association (dont le SAI), figurant une iconographie civique de l'accueil, de l'intégration et du partage solidaire. La même année, des panneaux « Bienvenue à Rota Greca » sont installés aux entrées du bourg ; leur pose coïncide avec l'image d'enfants — « du village » et « venus d'autres parties du monde » — jouant ensemble dans la rue. Dans un contexte d'aires internes classées par la SNAI et « accompagnées vers le déclin », ces gestes sont autant de contre-signaux : non pas céder, mais réagir.

L'éthique qui sous-tend l'action est énoncée simplement : l'intelligence collective consiste à rechercher des points communs « sur les différences d'autrui », au lieu de figer ces différences en frontières. Cette similarité en acte se performe dans les initiatives sociales et culturelles, et s'appuie sur une présence partagée de tous les segments de l'« organisation républicaine » : commune, forces de l'ordre, système de santé, services sociaux — chacun « fait sa part ». À rebours des modèles d'« externalisation » (par ex. les déportations), la « bonne » politique d'accueil est territoriale, raisonnée et synergique.

Au plan socio-économique, l'accueil fonctionne comme résistance dans des communautés « pauvres » où le solde démographique négatif fragilise les liens : il active des professions (opérateurs SAI) et, même si les retombées budgétaires directes restent modestes, il génère de la cohésion. Pour la municipalité, l'enjeu n'est pas seulement de « répondre ex post » aux urgences, mais de maintenir cette cohésion sociale et institutionnelle qui, autrement, risquerait de se dématérialiser. Les flux financiers nationaux (transferts) n'arrivent pas toujours « régulièrement », note le maire ; d'où la nécessité d'une coparticipation responsable des différents niveaux institutionnels.

La mémoire civique est mobilisée comme ressource pédagogique. La figure d'Angelo De Fiore, « Juste parmi les nations », fournit une généalogie morale à l'hospitalité d'aujourd'hui : on en travaille le souvenir « surtout dans les écoles », à côté de bourses d'études et d'un conseil

municipal des jeunes. « Tout part de l'école », dit De Monte : investir dans l'éducation, c'est garantir l'avenir de la petite communauté et outiller les jeunes habitants — anciens et nouveaux — pour l'habiter ensemble.

Politiquement, l'assemblée de 2017 a valeur d'épreuve démocratique : entendre, expliquer, délibérer — puis assumer des décisions qui peuvent être impopulaires mais cohérentes avec la sensibilité et la vision d'une administration. Si des communes voisines n'activent pas d'outils analogues, ce n'est pas nécessairement par rejet, observe le maire, mais aussi pour des contraintes de territoire et de budgets ; à Rota Greca, une fenêtre d'opportunité politique et culturelle a été saisie.

Au terme de l'entretien, Rota Greca apparaît comme un laboratoire de petite échelle : l'accueil y est une politique de territoire ancrée dans des objets concrets (travail, bancs, places, panneaux, bus du matin), des procédures (assemblées, adhésions, coordinations), des valeurs (dignité, similarité, mémoire) et une ingénierie inter-institutionnelle qui rend l'ordinaire extraordinaire. L'intégration n'y est pas un slogan : c'est une pratique située, répétée, partageable — un art local du commun, à même de résister au déclin et d'agrandir la communauté sans trahir ce qu'elle est.

Francesca Pellegrino

Introduction

Francesca Pellegrino, conseillère aux politiques sociales de Cerisano (environ 3 500 habitants, proche de Cosenza), figure d'une jeune administration qui a choisi d'activer un projet SAI (Système d'Accueil et d'Intégration). Le texte retrace la genèse décisionnelle (concertation municipale, exploration de modèles coopératifs), la mise en œuvre (sélection des opérateurs, formation, partenariats), la composition et les trajectoires des familles accueillies, les effets sur la communauté locale (école, travail, économie de proximité), les controverses et leur gestion, ainsi que les horizons de développement du dispositif dans un cadre financier national adossé au ministère de l'Intérieur.

Résumé narratif

L'entretien s'ouvre sur la situation territoriale : Cerisano, « petit village mais significatif », fortement intégré à l'aire urbaine de Cosenza, affiche une disposition civique à l'entraide que la nouvelle équipe municipale souhaite traduire en instruments concrets. Conseillère depuis près de neuf ans, Francesca Pellegrino souligne la sensibilité d'une administration jeune aux thématiques d'accueil et de bien-être des résidents, anciens et nouveaux. Avant la décision, un cycle d'exploration est mené : échanges avec assistantes sociales, coopératives du secteur, analyse des impacts et, surtout, interrogation préalable sur la préparation de la communauté à recevoir des familles « venues d'autres parties du monde ». La prudence initiale ne porte pas sur « le service aux personnes », mais sur la capacité collective à vivre la rencontre interculturelle.

Le tournant advient lorsque le conseil décide de « donner vie au projet » : candidature, attribution et démarrage. La première famille arrive le 21 août 2023 ; moins de deux ans plus tard, l'effectif théorique est de 20 bénéficiaires (avec 18 présents au moment de l'entretien) répartis en sept familles originaires notamment d'Iran, d'Irak, d'Afghanistan et du Nigéria. Tout récemment, une famille de sept personnes — dont une jeune fille handicapée — a rejoint le dispositif, renforçant le sentiment d'utilité sociale porté par l'équipe. L'objectif stratégique énoncé est clair : aller au-delà du passage et stabiliser des ménages à Cerisano, quand bien même le cadre SAI demeure temporel et qu'une part des bénéficiaires choisit (légitimement) de poursuivre ailleurs son parcours résidentiel.

Les parcours montrent déjà des résultats de consolidation : une famille sortie du projet loue désormais un logement à Cerisano, avec un parent qui a obtenu un contrat à durée indéterminée ; les enfants sont scolarisés (maternelle et crèche communales). Pour Pellegrino, ce sont ces stabilisateurs ordinaires — bail, emploi, scolarité, sociabilités locales — qui transforment l'accueil en ancrage et, partant, en contre-tendance au dépeuplement des petites communes du Sud. Mais la municipalité garde une posture non prescriptive : cours d'italien, orientation vers l'emploi, accompagnement familial sont proposés sans imposer les choix résidentiels finaux ; si une famille part, l'équipe assume d'avoir fourni des bases utiles et des compétences transférables.

La gouvernance opérationnelle repose sur une coopérative mandatée via procédure publique : c'est elle qui conduit la sélection des personnels, recevant un volume massif de candidatures

(95–96 % provenant de Cerisano), signe d'un intérêt local et d'une opportunité d'emploi qualifié pour la jeunesse du village. Les profils mobilisés — assistants sociaux, psychologues, coordinateurs, médiateurs, responsable de l'alphabétisation — sont ensuite formés de manière continue par la coopérative, avec des ouvertures vers l'université et d'autres institutions lorsque pertinent. La commune, en tant qu'entité politique, se positionne comme facilitatrice : elle active les conditions (appels, partenariats, information publique), tandis que la gestion spécialisée (évaluation des besoins, protocoles, renforts de formation) relève des opérateurs dédiés.

Du côté des financements, l'ancrage étatique est net : le ministère de l'Intérieur constitue le référent et le bailleur principal, avec monitoring périodique des dimensions économiques et familiales du projet. La bureaucratie peut allonger les délais, mais la municipalité atteste du bon usage fléché des fonds — strictement affectés aux finalités du SAI — et d'un taux élevé de conformité aux vérifications. Cette architecture garantit prévisibilité budgétaire et redevabilité, tout en soulageant des budgets communaux structurellement contraints.

L'économie locale bénéficie d'effets d'entraînement, même modestes : micro-demands du quotidien, emplois SAI pour des jeunes de Cerisano, mobilisation d'un « service-public-élargi » capable d'intervenir « à toute heure » en cas de besoin. Pour les opérateurs recrutés, le SAI est à la fois école du terrain et tremplin professionnel ; pour la commune, il constitue un outil d'investissement social au service d'un projet de communauté inclusive.

La réception sociale est globalement favorable ; demeurent, comme dans toute petite collectivité, des frictions politico-locales : l'opposition accuse l'équipe d'« oublier » des familles en difficulté de Cerisano. La réponse de Pellegrino est juridiquement informée : un projet fléché ne peut être détourné de son objet ; les besoins sociaux locaux, pour leur part, sont traités par d'autres voies. Cette pédagogie des règles — expliquer le périmètre des financements, la logique des critères, la durée des mesures — est présentée comme partie intégrante du métier politique à l'échelle municipale.

Interpellée sur la rhétorique nationale (peur de « l'invasion », déportations externalisées, CAS de « mise en attente »), Pellegrino décentre : à l'échelle communale, elle ne constate ni rejet ni hostilité significatifs ; l'éthique de l'équipe tient à accueillir sans peur, à cohabiter dans la

réciprocité, et à isoler la pratique locale des bruits polémiques. Elle assume cependant l'incertitude structurelle des petites communes du Sud : emploi qualifié rare, aspirations résidentielles divergentes, possibles départs. D'où un double horizon : stabiliser quand c'est possible et accompagner sans contraindre quand la mobilité prévaut.

En prospective, la commune ambitionne d'élargir le nombre de familles accueillies, de pérenniser le réseau intercommunal et de consolider la chaîne des compétences (du repérage au travail, en passant par langue et école). La devise implicite résume le projet : « Si nous y croyons d'abord, nos concitoyens y croiront aussi », car l'accueil n'est pas seulement culture ; c'est une infrastructure de dignité et un investissement collectif qui réanime les lieux. À travers l'expérience racontée par Francesca Pellegrino, Cerisano apparaît ainsi comme un laboratoire municipal sobre et rigoureux : un espace où la norme (fonds, règles, suivis) et la chaleur (proximité, écoute, réactivité) se tressent pour faire de l'intégration une pratique instituée, évaluable et transmissible.